

**PROGRAMME DE SOUTIEN AUX MUNICIPALITÉS EN PRÉVENTION DE LA CRIMINALITÉ 2020-2021**

ANNEXE 3

RÉF. : 2021-10650

ADMINISTRATION MUNICIPALE OU ORGANISME	RÉSUMÉ DU PROJET POUR 2020-2021	VOLET(S) FINANCÉ(S)	MONTANT ACCORDÉ
Ville de Mirabel	Le Service de police de la Ville de Mirabel emploie une travailleuse sociale pour soutenir les patrouilleurs lors d'interventions auprès de personnes ayant des troubles de santé mentale et auprès de victimes de violence conjugale à Mirabel et à Saint-Colomban. Ce projet assure une meilleure collaboration entre les policiers, les services sociaux et la communauté en plus de réduire le temps consacré aux interventions psychosociales par les patrouilleurs.	2	50 000 \$
Ville de L'Épiphanie	La réalisation d'un diagnostic de sécurité et l'élaboration d'un plan d'action ont permis à la Ville de L'Épiphanie de mieux cerner les diverses problématiques rencontrées et de planifier les moyens pour les contrer. La démarche a démontré la nécessité de mettre sur pied un service de travail de rue avec la contribution de la maison des jeunes pour créer des liens significatifs avec les jeunes ciblés et de les orienter vers les ressources appropriées.	3	37 500 \$
MRC de La Matanie	L'appauvrissement marqué dans certains secteurs de La Matanie et les besoins psychosociaux grandissants chez les jeunes ont conduit la MRC, en collaboration avec la maison des jeunes, à mettre sur pied un projet d'animation après l'école et, plus spécifiquement, à l'heure du souper. Ce projet nommé <i>Repairs</i> représente un moment d'apprentissage et une occasion de tisser des liens entre pairs et d'acquérir de saines habitudes de vie. Les repas sont livrés à domicile en période de pandémie.	4	25 000 \$
Conseil de la Nation huronne-wendat	Le Conseil de la Nation huronne-wendat poursuivra le programme s'inspirant du programme TAPAJ en rejoignant des jeunes désaffiliés de la communauté. Ce programme a été adapté au cours de la pandémie pour permettre aux « tapajeurs » de se procurer un travail à très bas seuil d'entrée et non qualifié, le tout accompagné d'un intervenant. L'objectif est d'offrir un projet adapté aux compétences de ces jeunes et de favoriser une intégration ou une réintégration socioprofessionnelle progressive.	2	50 000 \$
Ville de Varennes	La bonification du programme de travail de milieu offert par la Maison des jeunes de Varennes permet de passer de 10 à 50 semaines d'activités. Le projet financé a aussi permis l'embauche et l'affectation de deux travailleurs de milieu, en plus de permettre la mise à contribution d'un troisième intervenant pour soutenir l'équipe en place, au besoin. Le projet a des retombées considérables sur l'amélioration de la présence de l'équipe de travail de milieu dans les endroits que fréquentent les jeunes.	3	37 500 \$
Ville de Saint-Pie	Lors des consultations menées entourant la mise à jour de la politique familiale de la Ville de Saint-Pie, un des constats était que certains jeunes errant dans les rues après l'école sont susceptibles de commettre des actes répréhensibles. Afin de réduire les occasions où les jeunes peuvent s'adonner à des activités à risque entre 15 h et 18 h en semaine, la Ville de Saint-Pie a mandaté le Centre de la famille Saint-Pie afin de leur offrir une programmation d'activités gratuites et supervisées.	4	25 000 \$

**PROGRAMME DE SOUTIEN AUX MUNICIPALITÉS EN PRÉVENTION DE LA CRIMINALITÉ 2020-2021**

ANNEXE 3

RÉF. : 2021-10650

Municipalité de Saint-Félix-d'Otis	Déoulant du plan d'action général de la municipalité en matière de sécurité et de mieux-être collectifs ainsi que de la politique municipale des aîné.e.s (MADA), le projet vise à bonifier les services de proximité aux aînés en soutenant, en accompagnant et en informant mieux cette clientèle grandissante. La municipalité occupe ainsi la place d'intervenant proactif dans la poursuite de cet objectif visant à augmenter le sentiment de sécurité chez ses citoyens aînés en s'attaquant à briser leur isolement social.	2	30 000 \$
Ville de Victoriaville	Comme les jeunes se réunissent davantage dans les parcs et les différents espaces de la ville de Victoriaville, des activités itinérantes, supervisées par l'organisme Répît Jeunesse, permettent de les joindre là où ils se trouvent et à un plus grand nombre d'entre eux d'y participer. La présence d'un travailleur de rue permet de répondre aux besoins prioritaires en matière de prévention de la criminalité. La combinaison travailleur de rue et chargé de projet est un élément clé de leur succès.	3	25 000 \$
Ville de Notre-Dame-des-Prairies	La Ville de Notre-Dame-des-Prairies reconduit son projet de réaliser un diagnostic de sécurité pour déterminer les phénomènes problématiques prioritaires qui seront l'objet d'actions de prévention prévues dans un plan d'action. La mise en place d'un service de travailleur de rue s'avère toutefois urgente; celui-ci interviendra auprès des personnes vulnérables ou en situation de rupture sociale, tout en développant des outils de sensibilisation et de prévention à long terme.	3	0 \$
Ville de Sainte-Brigitte-de-Laval	Des enjeux de sécurité liés à des attroupements de jeunes, la consommation, du désordre et à des incivilités ont mené la Ville de Sainte-Brigitte-de-Laval à opter pour la mise sur pied d'un service de travail de rue. La maison des jeunes sera un partenaire de premier ordre pour le développement d'un tel service. L'organisme TRIP Jeunesse de Beauport encadrera les intervenants et effectuera du mentorat. Des organismes qui œuvrent pour la jeunesse prendront également part à ce projet.	3	37 500 \$
Ville de Joliette	Le centre-ville de Joliette est un pôle attractif pour une clientèle dite « particulière ». La pandémie n'est facile pour personne, mais pour les personnes en itinérance, les jeunes en marge de la société, les personnes aux prises avec des problèmes de toxicomanie et celles aux prises avec des problèmes de santé mentale, la situation l'est encore moins. L'assistance d'organismes, tels que l'Association pour les jeunes de la rue de Joliette (AJRJ), prend alors tout son sens.	3	37 500 \$
Ville de Dorval	Les actions en travail de rue s'inscriront en continuité du plan d'action prévu en la matière. Certaines adaptations ont été apportées afin de répondre plus spécifiquement aux problématiques touchant la population inuite, une population dépourvue de services psychosociaux à l'échelle locale. En temps de pandémie, le sentiment de sécurité de la population générale est affecté et Dorval reconnaît qu'Action jeunesse de l'Ouest-de-l'Île peut permettre d'obtenir des retombées majeures sur le terrain.	3	37 500 \$
Ville de Cowansville	Comme la Ville de Cowansville dénombre de nombreux méfaits de tous genres chez les jeunes, sans compter l'intimidation dans les parcs du centre-ville et plus particulièrement à la piste à rouleaux ( <i>pump track</i> ), le travail de rue a pris de l'importance, particulièrement en cette période de pandémie. La présence à temps plein d'un travailleur de rue permettra, entre autres, de prévenir certaines difficultés	3	37 500 \$

**PROGRAMME DE SOUTIEN AUX MUNICIPALITÉS EN PRÉVENTION DE LA CRIMINALITÉ 2020-2021**

ANNEXE 3

RÉF. : 2021-10650

	d'adaptation (violence, consommation de drogue, etc.) et de diminuer la commission d'actes de délinquance.		
Ville de Saint-Colomban	Dans le cadre de son plan d'action sur la sécurité de la collectivité, la Ville de Saint-Colomban s'est engagée à travailler en concertation avec les intervenants institutionnels et communautaires du territoire afin d'améliorer le milieu de vie des Colombanois. Un agent de relations humaines permet de déployer les orientations du plan d'action et de créer un filet de sécurité pour la population, en agissant davantage sur la santé mentale des citoyens et l'aménagement du territoire pour favoriser le sentiment de sécurité.	2	50 000 \$
Municipalité de Notre-Dame-de-Ham	Un diagnostic réalisé en matière de sécurité permet maintenant d'avoir un meilleur portrait des clientèles vulnérables et à risque à Notre-Dame-de-Ham ainsi que des méfaits commis dans le milieu. En collaboration avec divers partenaires, plusieurs mesures seront mises en place pour améliorer la situation, dont la réalisation d'une trousse d'information destinée aux adolescents et à leurs parents, et un programme de mentorat pour aider les jeunes à développer leurs compétences.	2	30 500 \$
Ville de Sainte-Julie	La Ville de Sainte-Julie compte aménager un espace à l'intention des jeunes dans le but de leur permettre de socialiser tout en les incitant à respecter les règlements municipaux. Parallèlement, et en collaboration avec les organismes communautaires actifs sur le territoire, telle que la maison des jeunes, la Ville de Sainte-Julie bonifiera le service de travail de rue. Ce type d'intervention permettra d'aller au-devant des jeunes utilisateurs de ce nouvel espace et de mettre en place des actions ciblées de prévention.	2 et 3	55 000 \$
Ville de Boisbriand	La Ville de Boisbriand et les villes environnantes constatent une hausse importante des appels en lien avec des personnes atteintes de troubles de santé mentale. Un professionnel civil spécialisé en travail social ou en intervention psychosociale fera le lien entre le service de police, le réseau de la santé et les services sociaux, les services municipaux ainsi que les organismes communautaires. Il s'occupera ainsi des suivis psychosociaux des interventions, ce qui dégagera les policiers de cette responsabilité.	2	40 000 \$
MRC d'Avignon	La MRC d'Avignon privilégie, dans sa planification stratégique, le bien-être collectif. Elle souhaite donc se pencher sur le sentiment de sécurité des résidents et la prévention de la criminalité. Un comité a recensé les principaux enjeux de sécurité, dont découleront un plan d'action et les actions prioritaires à mettre en œuvre. Toutes les municipalités de la MRC participent à cette démarche.	2	50 000 \$
Ville de Saint-Gabriel	Le projet de bonification du travail de rue de la Ville de Saint-Gabriel s'inscrit dans le cadre des actions inscrites au Plan directeur de diversification et de développement du pôle Brandon. Par l'intermédiaire des services de l'organisme Travail de rue de Brandon, la Ville de Saint-Gabriel souhaite intensifier l'intervention et l'information auprès des consommateurs de drogues dures, des femmes plus marginalisées vivant de la violence et des personnes aux prises avec des problématiques de santé mentale.	3	37 500 \$

**PROGRAMME DE SOUTIEN AUX MUNICIPALITÉS EN PRÉVENTION DE LA CRIMINALITÉ 2020-2021**

ANNEXE 3

RÉF. : 2021-10650

Ville de Salaberry-de-Valleyfield	La Ville de Salaberry-de-Valleyfield souhaite bonifier le service de travail de rue. La principale activité inscrite à son plan d'action est de bonifier les heures de travail de rue les fins de semaine. Les interventions ont été adaptées en fonction des directives de la santé publique. Les maisons des jeunes demeurent des interlocuteurs privilégiés pour joindre la clientèle jeunesse en raison de leur mission, mais aussi de leur proximité avec les parcs de planche à roulettes.	3	27 500 \$
MRC de Bécancour	Dans la MRC de Bécancour, les municipalités sont éloignées les unes des autres et l'étendue du territoire est vaste. On y trouve toutefois des noyaux de pauvreté dans chaque municipalité et les problèmes sociaux qui vont généralement de pair avec cette situation. C'est pourquoi, en collaboration avec les partenaires du milieu, le projet vise principalement la bonification d'un service de travail de rue avec l'organisme LaRue Bécancour et des activités destinées aux jeunes après l'école.	3 et 4	52 500 \$
Ville de Gaspé	La Ville de Gaspé, en collaboration avec la maison de quartier, poursuivra ses activités destinées aux jeunes après l'école. Depuis quatre ans, ces derniers ont accès à une programmation riche et variée entre 15 h et 18 h, dont l'aide aux devoirs, des activités extérieures et culturelles et des sorties spéciales. Elles contribuent à construire des facteurs de protection contre la criminalité pour les jeunes de ce quartier en assurant une présence supervisée durant les heures où, souvent, ils sont laissés à eux-mêmes.	4	25 000 \$
Ville de Saint-Hyacinthe	La popularité du parc de planche à roulettes et sa proximité avec les écoles secondaires font en sorte qu'une concentration importante de jeunes s'est appropriée l'endroit, maintenant un lieu de rencontre pour les adolescents et les jeunes adultes. Des intervenants jeunesse tissent des liens avec eux et permettent de prévenir ou de désamorcer les phénomènes problématiques du milieu. Leur présence permet d'agir en amont, d'éviter des méfaits et de limiter les recours à l'intervention policière.	3	17 500 \$
MRC de Rimouski-Neigette	Le projet vise à diminuer la criminalité chez les jeunes, principalement par le développement du service en travail de rue sur le territoire de la MRC de Rimouski-Neigette. Par leur approche unique, les travailleurs de rue sont des intervenants clés qui joignent les jeunes qui ne veulent pas être « joints » et leur accordent leur confiance. Ils accompagnent également les personnes en processus de réinsertion sociale après un séjour au centre jeunesse ou au sein des services correctionnels.	3	37 500 \$
MRC des Maskoutains	Les activités visant la présence d'une intervenante de milieu auprès de la population vulnérable aînée de la MRC des Maskoutains s'inscriront en continuité avec celles de l'année dernière. Pour que cette clientèle vivant dans une grande précarité et dans l'isolement puisse recevoir les services sur le territoire, l'intervenante leur offre soutien et accompagnement. En 2020, les problèmes initialement recensés chez cette clientèle ont été exacerbés par la pandémie.	2	50 000 \$
MRC de Témiscouata	Le projet de la MRC de Témiscouata cible le travail de rue pour contrer certaines problématiques associées à la sécurité et à la santé de la population. Le but est d'accroître les interventions du service de travail de rue en matière de santé mentale pour réduire les comportements à risque de façon globale	3	37 500 \$

**PROGRAMME DE SOUTIEN AUX MUNICIPALITÉS EN PRÉVENTION DE LA CRIMINALITÉ 2020-2021**

ANNEXE 3

RÉF. : 2021-10650

	afin d'accroître la sécurité sur le territoire. Avec la pandémie, les enjeux de santé mentale ont pris de l'ampleur et l'approche préventive convient plus que jamais à cette réalité.		
MRC de La Matapédia	Cette MRC offre, par l'intermédiaire de l'organisme Tremplin Travail Vallée de la Matapédia, la présence de travailleurs de rue auprès des jeunes et des personnes vulnérables pour les accompagner dans leur milieu de vie, ou encore vers les ressources du milieu ou une ressource spécialisée de la région. Les interventions se font également dans les rues, les parcs, les lieux de loisirs et les commerces. Depuis le début de la pandémie, des interventions se font également par téléphone.	3	37 500 \$
MRC de La Côte-de-Gaspé	La MRC de La Côte-de-Gaspé bonifie le service de travail de rue existant en soutenant la Maison des jeunes de Rivière-au-Renard par la présence d'une troisième ressource auprès des jeunes et des personnes vulnérables des communautés plus isolées, telles que celles de Murdochville et de l'Estran (municipalités de Grande-Vallée, de Petite-Vallée et de Cloridorme). Le projet consiste également à assurer une formation, un encadrement et un accompagnement adéquat des ressources sur le terrain.	3	37 500 \$
Municipalité de Saint-Prime	La municipalité de Saint-Prime constate que les élèves de la quatrième à la sixième année du primaire ont de nouveaux besoins et éprouvent de nouvelles difficultés en lien avec des problématiques observées sur le terrain. La pandémie ayant mis sur pause la majorité de leurs activités, ils ont un besoin urgent de nouveaux repères et de développer leur sentiment d'appartenance à leur communauté. C'est pourquoi des activités d'animation après-école seront planifiées pour cette clientèle.	4	25 000 \$
Conseil des Innus de Pakua Shipi	Pakua Shipi est la communauté innue la plus isolée de la Basse-Côte-Nord. Le Conseil des Innus de Pakua Shipi gère les services de santé, d'éducation, de sécurité publique et les services techniques. Les activités et les projets de Pakua Shipi ont été entièrement bouleversés non seulement par la COVID-19, mais aussi par divers problèmes sociaux d'importance en lien avec la pandémie. La réalisation d'un diagnostic local de sécurité et d'un plan d'action a donc été reconduite en 2020-2021.	1	0 \$
Conseil des Atikamekw de Wemotaci	Le Conseil des Atikamekw de Wemotaci souhaite mettre au point une stratégie de sécurité publique communautaire de prévention et renforcer le travail des policiers. Le conseil travaille activement avec les partenaires de la Table de concertation Miromikatisowin à l'élaboration d'un plan d'intervention en prévention concret et structuré. Des actions seront ensuite mises en œuvre en lien avec ce plan d'action en plus de combler le manque d'agents communautaires et de travailleurs de rue.	2	25 000 \$
Ville d'Asbestos (Val-des-Sources)	La mobilisation de plusieurs intervenants de la Ville d'Asbestos visait à contrer le vandalisme, la violence (bagarres organisées) et la consommation aux abords des écoles secondaires, de la maison des jeunes, du parc Centenaire et du centre commercial depuis la rentrée scolaire. La création d'un lien de confiance avec un travailleur de rue et la mise sur pied d'un projet d'animation après-école s'avèrent une combinaison gagnante pour prévenir la criminalité et lutter contre le décrochage scolaire.	3 et 4	62 000 \$
MRC de Robert-Cliche	Dans la MRC de Robert-Cliche, on dénombre chez les jeunes un taux élevé de signalements au centre jeunesse, divers délits et de la consommation d'alcool et de drogues. Certaines polyvalentes de la MRC notent le besoin d'intervenir sur le respect, le civisme et la promotion de saines habitudes de vie. La	4	25 000 \$

## PROGRAMME DE SOUTIEN AUX MUNICIPALITÉS EN PRÉVENTION DE LA CRIMINALITÉ 2020-2021

ANNEXE 3

RÉF. : 2021-10650

	MRC poursuivra son programme d'animation après-école en collaboration avec la maison des jeunes de façon à réduire les activités à risque chez les jeunes et à développer leurs facteurs de protection.		
Ville de Belœil	Le projet consiste en la bonification des heures de travail de rue pour la Ville de Belœil et les municipalités environnantes afin de répondre aux besoins grandissants des citoyens marginalisés de la région. Les intervenants ont aussi pour objectif de favoriser la responsabilisation des personnes par le déploiement de stratégies d'autonomisation, c'est-à-dire l'appropriation ou la réappropriation de leur pouvoir et d'accompagner toutes les personnes en situation de vulnérabilité.	3	37 500 \$
MRC d'Argenteuil	La MRC d'Argenteuil assurera la continuité de son plan d'action de prévention de la criminalité en matière de violence conjugale et en prévoyance de la maltraitance faite aux aînés. Connaissant bien le milieu et les partenaires, la nouvelle agente de développement facilite les collaborations et assure une bonne continuité des actions. Également inscrite à ce plan d'action, la MRC souhaite améliorer l'offre de service et l'accès à des activités après-école pour les jeunes.	2 et 4	50 000 \$
Ville de Sainte-Catherine	La Ville de Sainte-Catherine compte poursuivre les actions mises en place pour prévenir la criminalité. Pour ce faire, la Ville de Sainte-Catherine cible différentes problématiques inscrites à son plan d'action. L'Entre-deux et d'autres actions viseront à renforcer le tissu social, à améliorer les milieux de vie et à favoriser l'intégration sociale des citoyens de la ville, dont le travail de milieu par l'entremise de la Maison des jeunes Équinox de Sainte-Catherine et un programme d'animation après-école.	2 et 3	60 000 \$
Ville de Granby	À Granby, les milieux accueillant les habitations à loyer modique présentent différentes problématiques qui s'accroissent avec les années : choc culturel, choc intergénérationnel, ghettoïsation, racisme, vandalisme et désengagement des résidents dans leur communauté. L'une des orientations privilégiées est d'agir sur les jeunes en leur permettant de mettre à profit leurs compétences pour la réalisation de projets structurants dans leur milieu de vie par l'intermédiaire du programme d'animation après école.	4	25 000 \$
Centre international de prévention de la criminalité	Le Centre international de prévention de la criminalité (CIPC) est l'organisme financé par le ministère de la Sécurité publique afin d'offrir un accompagnement technique et d'encadrer la participation des organismes municipaux et autochtones dans l'élaboration du diagnostic local de sécurité et leur plan d'action en prévention de la criminalité. Le CIPC jouit d'une expérience de longue date, notamment dans le soutien aux milieux municipaux désireux d'améliorer la sécurité de leur population.	-----	50 000 \$ <sup>1</sup>
<b>TOTAL</b>			<b>1 375 000 \$</b>

PRÉPARÉE PAR :  
Lucie Boulanger, analyste-conseil  
en prévention de la criminalité  
Direction des programmes

<sup>1</sup> Le montant alloué au CIPC au PSM en 2020-2021 est déjà versé (requête 2020-11582).